



**"Ne laissez pas de place au hasard, participez, votez"**

Les échéances de 2007 détermineront pour les cinq prochaines années l'avenir de notre

pays. Face à la politique anti-sociale, sécuritaire et communautaire menée par la droite depuis 2002 il faut se mobiliser pour la stopper. Se mobiliser en nombre pour contrer la vision d'un certain Nicolas SARKOZY, apôtre du libéralisme et de la «rupture»... Se mobiliser pour éviter un 21 avril bis au profit d'une droite irresponsable, inconsciente des attentes légitimes de millions de citoyens et de citoyennes qui souhaitent vivre décemment. Souvenons-nous, il y a un an en Seine-Saint-Denis naissait le phénomène dit du "soulèvement des banlieues" à la suite du drame de Clichy-sous Bois. A cette époque, la droite dans son ensemble avait fait la promesse d'accorder des crédits importants pour permettre, disait-elle aux départements populaires notamment le nôtre, la Seine-Saint-Denis de "répondre aux attentes des populations les plus fragiles, les plus modestes".

Qu'en est-il un an après ? Rien ! Absolument rien ! La droite répond aux élu(e)s qui l'interpellent sur ce sujet qu'elle a déployé plus de fonctionnaires de police dans les zones les plus sensibles. Aux demandes d'aides sociales, la droite répond par le sécuritaire, traditionnelle vision politique pour rassurer un électorat de droite à la limite de l'extrême. Rien n'a changé dans les quartiers populaires, la réalité est toujours aussi cruelle, difficile. Les demandes de subventions sont toujours d'actualité et l'ambiance y est de plus en plus électrique à l'approche des élections. Par l'expérience, j'ai acquis une certitude : "Il y a des manières hautement plus efficaces de manifester son désaccord" que de brûler des voitures ou tout autre bien public collectif ; ce qui au passage renforce la droite la plus extrême dans sa vision des quartiers populaires. La réponse ? Par le vote ! Rien que le vote ! Juste le vote ! Seul moyen à mon sens, de stopper Nicolas SARKOZY dans son objectif "d'américaniser" notre pays en favorisant la ghettoïsation par la paupérisation des quartiers populaires.

Soyons totalement conscients des enjeux de 2007, ne donnons aucune occasion de victoire à la droite, stoppons la dès le premier tour dans sa volonté de détruire nos acquis sociaux et nos quartiers.

Inscrivez-vous sur les listes électorales avant le 31 décembre 2006 pour faire entendre votre voix ! Ne laissez pas de place au hasard, participez et votez !

**Abdelhak KACHOURI**  
Secrétaire de section

Info Vote : Avec une pièce d'identité en cours de validité et un justificatif de domicile présentez-vous au centre administratif, face à la mairie, service des affaires générales.

## Un bilan catastrophique

L'INVITÉE DU MOIS



gnants témoigne d'un climat de tension qui dégénère. C'est pourquoi les socialistes demandent la création immédiate d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation dans les banlieues. Un an après les émeutes, elle permettrait de dire toute la vérité sur la situation explosive qui s'est installée et l'indigence des mesures prises par la droite.

Depuis 2002, les atteintes volontaires à l'intégrité physique n'ont fait qu'augmenter. Plutôt inquiétant... Elles ont augmenté de plus 27 % en quatre ans. Les dégâts de la politique de la droite ont une incidence directe sur la montée de la violence. La ségrégation sociale et ethnique des populations, la précarité généralisée, les coupes budgétaires visant l'école, les associations et tous les acteurs de terrain, ont contribué à fabriquer une délinquance de masse.

S'y ajoutent la crise de la justice, qui entretient un sentiment d'impunité, et les conséquences de la suppression de la police de proximité. Le gouvernement a cédé du terrain face aux délinquants, tandis que les rapports entre la police et la population sont très dégradés. La police apparaît comme un élément extérieur aux quartiers, dont la moindre intervention peut tourner à l'épreuve de force. Le bilan est catastrophique.

**Delphine BATHO**  
Secrétaire nationale  
du Parti socialiste  
en charge de la sécurité



### Prendre en compte les attentes des jeunes des quartiers

Pourquoi assimiler la haine de quelques jeunes à la souffrance de tous les autres ? Si une minorité se permet des exactions aussi condamnables, c'est qu'elle se pense suffisamment abandonnée par la politique actuelle pour le faire. Certains quartiers sont devenus des zones de non droit. Par l'abandon de la police de proximité et par la croissante méfiance de ses habitants face à des agents "intrus" dont on craint les bavures. Attaquer un agent de police ce n'est non seulement pas autorisé mais ce n'est pas normal. Qui s'autorise à le faire ? Est ce une fièvre passagère ou la réaction d'individus qui estiment qu'ils n'ont plus rien à perdre ? Le PS passera en 2007 en prenant en compte la jeunesse de ces quartiers prise en otage par ces individus dont la presse se plaît à relater les exploits, j'espère que l'on retrouvera la police de proximité et que l'agent de police redeviendra un agent de confiance et pas l'intrus présumé raciste qui vient nettoyer la cité au karcher...

**Naoufel ZAIDI**  
Militant socialiste de saint-Ouen

## Que de mensonges et de démagogie !

Nicolas Sarkozy poursuit son inébranlable stratégie de monopolisation de l'agenda. Son principe : parler de tout, toujours, tout le temps, parler de tout et de rien, pourvu que l'on paraisse extrêmement sérieux et résolu, et surtout que tout le monde en parle ensuite. Dernièrement, donc, le ministre de l'Intérieur a formulé un constat : les jeunes qui agressent les policiers sont impunis (car dit-il "les juges sont laxistes et la loi pas assez sévère"). Une solution : ces délits passeraient aux Assises, et par ailleurs des jurys populaires siègeraient en Correctionnelle.

Sur le constat, aucun journaliste n'a relevé qu'il est totalement faux. D'après les chercheurs (par exemple [www.cesdip.com](http://www.cesdip.com)), les infractions contre les policiers sont en hausse constante depuis le milieu des années 1990, tant au niveau de la délinquance constatée qu'au niveau de la délinquance jugée. Cela veut dire que les juges jugent bien ce que les policiers constatent.

Nulle démission de ce côté-là. Ensuite, la justice prononce des peines de plus en plus lourdes : la part des peines de prison était un peu supérieure à 10% des sanctions en 1985-94, elle avoisine aujourd'hui les 20% (de même que la durée de l'emprisonnement prononcé, ou bien les amendes lorsqu'il y a amende, etc.). La prison frappe en particulier les auteurs de violence (30% des cas de violence), et plus encore les personnes jugées en état de récidive, et notamment en comparution immédiate (46% d'entre eux sont frappés d'une peine de prison). Il est donc faux de dire que la justice ne juge pas ; faux de dire qu'elle ne prononce pas de prison ; faux de dire qu'elle ne poursuit pas les récidivistes ; faux de dire qu'elle est moins sévère qu'avant.

Jetons un coup d'œil à présent aux "propositions" dites ministérielles. M. Sarkozy veut une justice plus efficace, plus rapide, plus sévère. Pour cela, rien de moins que les Assises. Les Assises, leur jury populaire, leur instruction contradictoire, leurs longs mois d'attente pour un jugement ! Irréaliste, et mensonger à la fois. Mensonger car n'oublions pas que les violences les plus graves commises contre les policiers sont aujourd'hui déjà jugées aux Assises et punies de la réclusion à perpétuité. Mettre sur le même plan le crachat (qui est une violence) et l'intention de tuer n'a de sens pour personne. Irréaliste car une telle réforme introduirait un chaos invraisemblable dans le système judiciaire actuel. Tout cela n'est ni sérieux, ni responsable, ni digne d'un candidat à la magistrature suprême d'une démocratie respectueuse du bon fonctionnement de la justice et de la garantie des droits fondamentaux - de ceux des policiers, de ceux des citoyens.

Gagner en 2007, c'est être certain d'apporter de vraies réponses, justes, cohérentes, adaptées aux situations sans démagogie, ni mensonges.

S. KELLER

## LE MOT DU PRÉSIDENT DU GROUPE

# Il nous faut défendre les valeurs républicaines

La démocratie représentative est au cœur du système républicain. Elle est le cœur de la démocratie. Elle s'exprime de différentes manières. Par l'élection principalement mais également au cours de réunions publiques, à partir des contacts au quotidien avec les habitants et des interpellations multiples des élus. Elle peut encore s'enrichir de toute sorte de procédures qui permettent l'expression populaire. Elle sera d'autant plus efficace et démocratique que les élus seront dotés d'un véritable statut d'élus leur permettant d'exercer convenablement leurs fonctions.

Aussi je suis inquiet devant les attaques permanentes dont elle fait l'objet. Attaques passives avec l'abstention. Attaques qui prennent la forme d'une suspicion permanente contre les élus, contre leur honnêteté ou leur intérêt pour la chose publique. Attaques enfin qui se manifestent en particulier à Saint-Ouen par les perturbations permanentes que connaît le Conseil

Municipal de la part de ceux qui confondent une assemblée délibérante (chargée en particulier de prendre des décisions importantes sur la destination des fonds publics) et une sorte d'assemblée générale soumise aux lobbies les plus divers.

La démocratie représentative est confrontée à trois ennemis : l'abstention, la délation, la démagogie de ceux qui se prennent pour le peuple à eux seuls. La défendre c'est défendre notre idéal républicain.



**Francis GODARD**  
Adjoint au Maire  
Chargé des  
transports, du plan  
de déplacement  
urbain et de  
l'intercommunalité  
Président du Groupe  
des Élu(e)s  
Socialistes au  
Conseil Municipal

## LE BILLET D'HUMEUR

# Stopper la violence faite aux femmes

Chaque jour en France une femme survit dans la terreur au sein même de son foyer. Chaque jour les enfants de ces foyers sont témoins et victimes des violences subies par leurs mères. Vous avez pu constater dans notre ville la reprise de la campagne d'affichage pour lutter contre la violence conjugale.

Cette année pour la première fois, cette campagne représente la souffrance des enfants victimes des violences infligées à leur mère par leur père. Car un enfant témoin est un enfant victime. Il convient de dénoncer ce véritable fléau social que constitue cette forme de violence afin qu'une véritable prise de conscience s'opère et qu'enfin les langues se délient pour que les habitudes changent. Il ne s'agit pas d'une question privée, ni d'un sujet à classer dans la rubrique

des faits divers. Il s'agit de générations de femmes et d'enfants dont les vies sont détruites et la personnalité marquée durablement par cette violence au quotidien. Lutter contre ce fléau est l'affaire de tous et de toutes et cela commence d'abord par oser briser le silence.



**Sophie  
Jacquot-Gautun**  
Conseillère  
municipale déléguée  
aux droits  
des femmes

## Nouveau !

Le Conseil Municipal du 23 octobre a désigné Morgane GARNIER en qualité de suppléante au Syndicat intercommunal du traitement des ordures ménagères (SYTOM). Agée de 27 ans, passionnée d'écologie et très militante sur les questions du développement durable et des relations internationales Nord Sud notre camarade représentera les socialistes au sein de cet organisme.

# «C'était une belle soirée»

Le 30 septembre dernier devant toutes les télévisions et la presse, François HOLLANDE, Premier Secrétaire du Parti Socialiste est venu à Saint-Ouen pour la première fête de la rose de la section socialiste à l'invitation de son secrétaire de section, Abdelhak KACHOURI.

Dans une salle des fêtes "BARBARA" comble avec plus de 200 personnes, discours et spectacles ont participé à la convivialité de la soirée.

En ouverture des prises de parole, Abdelhak KACHOURI a remercié pour leur présence le Maire de Saint-Ouen, Jacqueline ROUILLON ainsi que les organisations politiques et groupes politiques de l'ensemble de la majorité municipale parmi lesquelles Rémi FARGEAS pour Les Verts, Odette GEOFFRE pour le MRC,

Eric Pereira pour ID Soigne ta gauche sans oublier Gilbert ROGER, Premier vice-président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, Maire de Bondy et enfin Yannick TRIGANCE et Christophe ROSE, respectivement secrétaires des sections d'Epinais sur Seine et de l'Île Saint-Denis.

Il a indiqué que la section socialiste était en plein renforcement en annonçant plus de 100 adhérents en moins d'un an, la parution régulière de la lettre des socialistes pour l'ensemble des audoniens, des

rencontres actives avec le secteur associatif, les commerçants et la présence du PS dans les collectifs locaux notamment celui contre le CPE ou bien encore celui avec Réseau Education Sans Frontière pour soutenir la régularisation des jeunes scolarisés.

vernement ne donnait pas les informations sur les conséquences économiques et tarifaires de cette privatisation. Poursuivant son propos, il appelle au rassemblement de la gauche pour battre la droite et son représentant Nicolas SARKOZY qui est un danger pour la démocratie et les valeurs républicaines du pays. En conclusion, il a remercié chaleureusement les socialistes de Saint-Ouen pour la dynamique engagée sur la ville.

Bruno Le Roux, Razzye Hammadi, François Hollande, Abdelhak Kachouri, Yannick Trigance.



Razzye HAMMADI, le Président du mouvement des jeunes socialistes (MJS) revient sur la victoire du mouvement social contre l'inconcevable CPE. Il appelle les jeunes à aller s'inscrire sur les listes électorales afin d'exercer par le vote leur droit à la citoyenneté.

Bruno LE ROUX, Député de la première circonscription de la Seine-Saint-Denis a rendu compte de son activité au sein du parlement en parlant de la gravité des lois en discussion. Il a cité en particulier la privatisation de GDF où durant les débats, le gou-

vernement ne donnait pas les informations sur les conséquences économiques et tarifaires de cette privatisation. Poursuivant son propos, il appelle au rassemblement de la gauche pour battre la droite et son représentant Nicolas SARKOZY qui est un danger pour la démocratie et les valeurs républicaines du pays. En conclusion, il a remercié chaleureusement les socialistes de Saint-Ouen pour la dynamique engagée sur la ville. Pour clore la série des interventions, François HOLLANDE indique qu'il ne sera pas candidat à la Présidence de la République et que son rôle en qualité de premier responsable du PS est de permettre un débat serein en réservant les coups à la droite. Il démontre que Premier responsable du PS depuis 1997, il n'a cessé d'œuvrer pour le rassemblement des socialistes. Après le 21 avril 2002, il fallait reconstruire pour permettre l'alternance dans une opposition forte mais responsable. Les victoires de 2004 démontrent à son sens la justesse de cette stratégie. Aujourd'hui dit il :

*"Je suis fier de notre projet pour 2007"*

Il pense que la candidate ou le candidat des socialistes devra toujours chercher l'unité de la gauche et il demande de la responsabilité notamment à ceux qui ne veulent pas choisir entre la droite et la gauche. Puis, il attaque le bilan de la droite en parlant des records : record sur les déficits sociaux, une réforme DOUTSE-BLAZY de la santé qui transfère vers le malade les dépenses comme la franchise sur les actes médicaux de 18 euros et qui a enrichi uniquement les médecins, une réforme FILLON des retraites qui aboutit au déficit de la branche vieillesse, un déficit budgétaire record creusé notamment par la baisse des impôts pour les plus riches, une attaque à l'éducation par la baisse de l'encadrement scolaire avec en particulier la suppression des emplois jeunes. Il conclut en indiquant que la campagne pour l'élection présidentielle sera dure et qu'il est du devoir de chacun de rendre possible une victoire pour en finir avec le mépris du monde du travail, de la création. Il précise que pour cela : "il faudra battre le candidat du MEDEF, de BUSH, du communautarisme, de la peur qu'est Nicolas SARKOZY"

Puis, place est faite aux multiples échanges autour d'un buffet campagnard.

Dans l'attente de la présentation des vœux de la section socialiste le Samedi 27 Janvier 2007.

**Michel Charrier**  
Adjoint au Maire

Chargé du tourisme, de la promotion de la ville et des relations internationales

## DU CÔTÉ DE L'ASSOCIATIF

# Les habitants des banlieues veulent vivre normalement



Le Président du collectif AC le feu (né après le drame de Clichy-sous-Bois) revient sur une année d'action pour comprendre et relayer la parole des banlieues.

«Les émeutes qui ont suivi la mort de Ziad et Bouna ont été le signe d'une révolte sociale. On ne pouvait donc pas rester inactifs. Alors qu'une catégorie des politiques est totalement déconnectée de la société, il

fallait, selon nous, aller à la source pour rencontrer les acteurs qui la connaissent le mieux. À bord de minibus, nous avons donc sillonné 120 villes de France. Nous avons permis aux gens de s'exprimer librement et de faire des propositions. En fait, les habitants des banlieues veulent vivre normalement, et non dans des cages à poules avec des ascenseurs qui ne fonctionnent pas. Cessons de prendre des raccourcis, et acceptons de voir ce que ces personnes vivent pour essayer de mieux les comprendre. Nous avons recueilli 20 000 doléances et en avons traité 12 000. Le 25 octobre, à 14h, une marche pacifique sera organisée vers l'Assemblée nationale, le Sénat et l'Élysée pour transmettre ce cahier de doléances à tous les partis politiques confondus. Aux partis, ensuite, de juger s'ils reprennent ces doléances au sein de leur programme. Mais, ensuite, il faudra rendre des comptes à la population.»

**Mohamed Mechmache,**  
Président du collectif AC le feu

# Une rentrée particulièrement dure

Cette rentrée est particulièrement dure pour notre pays et en tout point difficile pour les Français.

Avant tout, la politique énergétique de la France est ébranlée par le projet de privatisation de GDF. C'est l'indépendance du pays qui se voit aujourd'hui menacée par le Gouvernement Villepin-Sarkozy. Les parlementaires socialistes se sont opposés à ce texte avec la plus grande détermination afin de permettre aux Françaises et aux Français de trancher ce choix majeur lors de la prochaine élection présidentielle.

Pour autant, la majorité UMP a choisi de voter ce projet qui a pour conséquences de faire perdre à la France la maîtrise de sa politique énergétique et de porter un mauvais coup aux consommateurs, qui verront les prix de l'énergie flamber dans les prochains mois.

Par ailleurs, la situation économique française repose essentiellement sur une croissance qui reste fragile. La baisse de la croissance américaine et européenne, la hausse des taux d'intérêt et l'envolée des prix du pétrole hypothèquent largement la pérennité de la reprise française.

Mais cette reprise est surtout très injustement répartie compte-tenu de la politique profondément inégalitaire conduite par la droite.

Une fois de plus, le projet de loi de finances pour 2007 creuse les écarts entre les plus modestes et les plus riches.

La distribution de cadeaux fiscaux aux seuls ménages les plus aisés (baisses d'impôts sur le revenu ou d'impôt de solidarité sur la fortune) et la mise en

pièce de la progressivité du système fiscal n'ont pas permis une croissance plus forte, mais seulement un creusement des déficits et de la dette.

Autre sujet, autre échec, au moment où Nicolas SARKOZY défend un projet de loi sur la prévention de la délinquance, le rapport du Préfet de la Seine-Saint-Denis ainsi que les événements dramatiques de ces dernières semaines dans nos quartiers illustrent l'échec de la politique menée depuis 5 ans.

Qu'attendre alors de ce projet de loi qui n'est qu'un écran de fumée sur une situation qui n'a jamais été aussi mauvaise ? Il s'agit simplement d'un texte de pur affichage. Mais ses conséquences aggraveront un peu plus la situation dans la mesure où le gouvernement souhaite une nouvelle fois se défaire des responsabilités de l'Etat sur les collectivités locales, en particulier les maires.

Aujourd'hui, il est plus que nécessaire de remettre en place un véritable service public de sécurité. Les policiers au cœur des quartiers doivent travailler sur la prévention, entretenir des relations avec les habitants, faire des enquêtes et de l'investigation. Ce n'est qu'avec cette présence au quotidien dans les cités que l'on pourra être efficace et mettre un terme aux situations d'urgence.

A coté de cela, il est nécessaire de prendre aussi réellement en charge ceux qui sont en rupture de scolarité et qui s'ancrent dans la délinquance. J'aurai l'occasion, sur ce sujet, de vous formuler une proposition précise et ambitieuse dans les prochaines semaines.

Je l'entends de plus en plus souvent et je partage votre sentiment : il faut que cela change. Alors



**Bruno LE ROUX,**  
votre député

dans un an, si vous nous accordez votre confiance, les choses auront changé.

Notre projet présidentiel pour 2007 contient des engagements concrets et neufs qui veulent, à la fois, répondre à l'urgence sociale et préparer l'avenir de la France.

Dans un an, nous aurons augmenté le SMIC, nous aurons engagé une conférence sur les salaires avec l'ensemble des partenaires sociaux, nous aurons posé les bases de la couverture professionnelle universelle, nous aurons travaillé à la mise en place du bouclier logement, nous aurons remis en place un service public de sécurité dans les quartiers.

L'année 2007 sera déterminante pour le changement. Il est donc important de mobiliser pour l'inscription sur les listes électorales avant le 31 décembre 2006 !

C'est avec vous que nous pourrions gagner en 2007 pour donner à la France un désir d'avenir.

**Adhérez maintenant !** 

**Jusqu'au 31 décembre adhésion à 20 Euros sur le site : [www.ps-saint-ouen.fr](http://www.ps-saint-ouen.fr)**

**Renforcez le Parti Socialiste  
Rejoignez-nous**

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

- Je souhaite prendre contact avec les socialistes  
 Je désire adhérer au Parti socialiste

**A retourner au Parti Socialiste - BP 40 129 - 93403 Saint-Ouen**

## Contacts

Section de Saint-Ouen

Tél. : 06 60 81 09 90

Parti Socialiste - BP 40 129

93 403 Saint-Ouen Cedex

[www.ps-saint-ouen.fr](http://www.ps-saint-ouen.fr)

E-mail : [contact@ps-saint-ouen.fr](mailto:contact@ps-saint-ouen.fr)

**Député**

Tél. : 01 42 35 58 37

[www.brunoleroux.org](http://www.brunoleroux.org)

E-mail : [contact@brunoleroux.org](mailto:contact@brunoleroux.org)

**Elu(e)s socialistes**

Tél. : 01 49 45 66 25

**Directeur de la publication**

Abdelhak KACHOURI

Secrétaire de rédaction

Valérie GEOFFROY

Parti socialiste - Saint-Ouen

Éditée en 20 000 exemplaires

Distribuée par La Poste